



Salut Citoyen·ne,

Hier, le Conseil national a poursuivi et clos l'examen de notre initiative populaire fédérale «pour une Suisse qui s'engage (Initiative Service Citoyen)». Le résultat est navrant, mais sans surprise: le Conseil national suit béatement sa commission de la politique de sécurité, reconnaît la validité formelle de notre initiative, mais la rejette par 166 voix contre 19 et 3 abstentions – sans lui opposer de contre-projet (!).

Cette absence de vision et de courage politique nous rappelle pourquoi nous avons lancé cette initiative populaire: l'establishment fédéral est incapable de mener la réforme du système de l'obligation de servir, qu'il sait pourtant nécessaire depuis plus d'une décennie.

**Il est temps que le débat sur l'avenir de notre système de milice et la contribution de chacun à la collectivité soit enfin porté devant ceux qui comptent vraiment – le peuple.** Et justement, le peuple semble bien plus lucide et ouvert sur cette question que le Parlement. Voici notre analyse.

## **Le Conseil national comme force d'inertie**

Ce qui nous a frappés dans les «débat» au Conseil national, ce n'est pas tant qu'ils s'apparentaient davantage à une longue succession de prises de position convenues dans une salle à moitié vide, mais que de nombreux parlementaires ne s'étaient jamais réellement penchés sur le sens et le contenu de l'initiative. Florilège des interventions

les plus comiques et ineptes:

Le conseiller national Balthasar Glättli (Verts, ZH) a comparé notre initiative à «un modèle de service national forcé à l'érythréenne»:



Pour le conseiller national Roger Golay (MCG, GE), nous ne sommes qu'une bande de «socialistes utopistes» qui cherchons à faire «revenir le temps des rêves»:



La conseillère nationale Katharina Prelicz-Huber (Verts, ZH), outrée, a dénoncé une initiative «arrogante». Elle a qualifié l'argument de l'égalité de «véritable affront», accusant notre texte de «nier la réalité» – à savoir que les femmes «accomplissent depuis des siècles déjà un service à la collectivité – gratuitement, sans reconnaissance et dans l'indifférence générale».



Enfin, pour le conseiller national Jacques Nicolet (UDC, VD) notre initiative risquerait carrément de «mettre à mort notre système de milice». Nous vous épargnons le reste.



Au milieu du naufrage intellectuel ambiant, quelques voix ont néanmoins eu le mérite de relever le niveau. Sans surprise, elles proviennent des conseillères et conseillers nationaux qui ont étudié l'initiative de manière approfondie et qui la soutiennent. Quelques exemples issus du débat la semaine dernière: Les conseillers nationaux Patrick Hässig (pvl, ZH, [ici](#) et [ici](#)), Gerhard Andrey (Verts, FR, [ici](#)), Beat Flach (pvl, AG, [ici](#)) et Nik Gugger (PEV, ZH, [ici](#)).

Et hier, ce sont Christine Badertscher (Verts, BE, [ici](#)), Katja Christ (pvl, BS, [ici](#)) et Marc Jost (PEV, BE, [ici](#)) qui ont notamment défendu les couleurs de l'initiative.

Pour (re)voir l'intégralité des débats de cette semaine et de la précédente, c'est par [ici](#)

et [ici](#).

Nous savions que la partie devant Parlement – et en particulier au Conseil national – serait ardue. Pourtant, dans un esprit de compromis pragmatique à la suisse et pour impulser la réforme du système de l'obligation de servir que nous savons essentielle face aux défis collectifs actuels, nous nous sommes engagés avec conviction pour l'élaboration d'un contre-projet. **Mais, malgré «toute la sympathie [exprimée] pour le sujet de l'initiative», la majorité de nos élus fédéraux se réjouit de l'absence de contre-projet et du rejet de notre initiative. Cette attitude irresponsable et ce manque de clairvoyance nous inquiètent profondément:** ils révèlent une paresse endémique, une absence alarmante de pensée systémique et un manque criant de courage politique. Dans un contexte sécuritaire tendu, plutôt que de s'atteler aux réformes nécessaires, on préfère se voiler la face.

## Au peuple de faire bouger les lignes

Le résultat hier au Conseil national le démontre une fois de plus: le vrai débat doit avoir lieu avec le peuple et en son sein. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: le dernier Baromètre des générations de l'institut de recherche Sotomo prouve que **69% de la population soutient un modèle à la service citoyen** – n'en déplaise aux blocages politiques que nous avons observés au National.

Et d'ailleurs, pendant que les politiciens professionnels font la sourde oreille, le débat public, lui, a déjà commencé:

- *Infrarouge* a abordé la semaine dernière les vraies questions que pose l'initiative: cela veut dire quoi d'être citoyen ou citoyenne suisse aujourd'hui? À un moment où l'individualisme prime, comment faire société? L'engagement dans l'armée et dans le système de milice en général peut-il renforcer la cohésion nationale? Noémie Roten a participé au débat autour du film de «**De vrais Suisses**» de Luka Popadić (qui a d'ailleurs remporté le Prix du public, aux Journées de Soleure 2024). Vous pouvez (re)voir l'émission [ici](#).



- *Echo der Zeit*, l'une des émissions radiophoniques les plus emblématiques et sérieuses du monde alémanique, explore la vision sociétale qui sous-tend notre initiative ➡ [Vers l'émission](#)
- En mai, nous sommes invités par **Discussit** à plus de 10 tables rondes dans des écoles de Suisse. Discussit a pour objectifs d'éveiller l'intérêt politique des ados et des jeunes adultes ainsi que d'encourager leur éducation à la citoyenneté. Les élèves discuteront de «l'avenir de l'obligation de servir» – et le service citoyen sera au cœur des discussions.

Autant d'indicateurs qui donnent le pouls d'une aspiration au changement.

## Le futur se joue maintenant

Le 31 mars prochain déjà, une délégation de notre comité d'initiative sera auditionnée par la Commission de la politique de sécurité du Conseil des États (CPS-CE). **Si la procédure avance aussi rapidement au Conseil des États qu'au National, l'initiative pourrait être soumise à votation plus tôt que prévu – peut-être même dès fin 2025 ou début 2026, et ce, sans aucune contre-proposition.**

L'inertie du Parlement et de l'État fédéral n'est pas une fatalité, à nous, citoyennes et citoyens, de passer à l'action. Nous devons nous rassembler et préparer dès aujourd'hui la prochaine bataille: la campagne de votation populaire nationale.

**Pour la Suisse, hissons le drapeau! L'heure du ralliement a sonné. Te joins-tu à nous pour la campagne de votation?**

➡ Alors, inscris-toi ici et nous te recontacterons en temps utile – car ce n'est qu'en unissant les forces, que nous ferons avancer le vrai débat.

Oui, je m'engage!

En tant que petite organisation transpartisane et citoyenne, indépendante et sans grands moyens, nous dépendons de l'engagement de personnes comme toi – celles et ceux qui veulent un avenir pour la Suisse et s'investir pour une société moins individualiste et plus engagée.

**Car pour une initiative, chaque personne compte, que le Conseil national le veuille ou non.**

Avec nos salutations citoyennes,  
Noémie

---

**Chacun et chacune peut faire la différence.  
Écris l'histoire avec nous!**

*Service Citoyen est une association reconnue d'utilité publique en Suisse, financée exclusivement par des contributions volontaires.*

*En faisant un don, tu deviens partenaire du mouvement! Les dons renforcent notre potentiel d'action à long terme et assurent la progression de l'initiative.*

*Si tu souhaites que ton don ait un impact maximal, le mieux est de procéder à un ordre permanent via ta banque – les coordonnées de paiement se trouvent dans le bulletin de versement QR ci-dessus. Ainsi, tu nous évites des frais de transaction et ton soutien revient à 100% à l'association et à l'initiative.*

*Tu préfères le confort digital? Tu peux évidemment aussi faire une donation en ligne ou via Twint ([fr.servir.ch/donation](https://fr.servir.ch/donation)).*



**CH81 8080 8007 7685 1243 3**

Association Service Citoyen  
Boulevard des Tranchées 48  
1206 Genève

**Effectuez un paiement  
avec TWINT !**



Scannez le code QR avec  
l'app TWINT



Confirmez le montant et  
le paiement



[ServiceCitoyen.ch](https://ServiceCitoyen.ch), Boulevard des Tranchées 48, 1206 Genève, Suisse, +41 76 498 34 45

[Se désabonner](#) [Gérer les préférences](#)